

Budget 2026 : stop aux idées reçues sur notre modèle social !

La solidarité n'est pas un luxe.

Paris, le 20 octobre 2025. **Un nouveau Gouvernement vient de s'installer, le Parlement s'apprête à examiner les PLF et PLFSS pour 2026, mais le contexte politique et budgétaire reste tendu. On entend partout que notre modèle social coûte trop cher, qu'il ne profite qu'à certains, qu'il est condamné... Autant d'idées reçues tenaces qui fragilisent notre cohésion sociale et que le Collectif Handicaps appelle à déconstruire. Parce que la solidarité nationale ne devrait jamais se résumer à son coût.**

Derrière l'instabilité politique, les remises en cause récurrentes des politiques sociales et les coupes budgétaires inscrites dans les PLF et PLFSS pour 2026, c'est tout un projet de société qui vacille, c'est notre cohésion sociale qui est mise en danger, ce sont les plus vulnérables de notre société qui sont méprisés, ce sont les inégalités sociales qui explosent.

En février, le Collectif Handicaps dénonçait l'inertie des pouvoirs publics [vingt ans après la loi de 2005](#) ; les annonces budgétaires de l'été et les bouleversements politiques à répétition de l'automne n'ont pas amélioré les perspectives. Ce contexte ne fait qu'aggraver l'épuisement et la colère des personnes en situation de handicap et de leurs proches, qui sont déjà constamment en lutte pour faire valoir leurs droits.

Le Gouvernement Lecornu II s'installe sans porter de politiques sociales ambitieuses. Au contraire, il propose gel des prestations sociales et mesures d'économies en santé, qui se feront nécessairement sur le dos des plus vulnérables. Ces attaques permanentes contre le modèle social détricotent peu à peu les fondations-mêmes de notre cohésion sociale.

Alors que le Parlement va entamer l'examen des textes budgétaires pour 2026, le Collectif Handicaps appelle à réinvestir les principes de solidarité nationale, de justice sociale, d'égalité et de fraternité. Des principes qui ont fondé la Sécurité sociale en octobre 1945, mais qui semblent malheureusement avoir disparu du débat public...

La solidarité n'est pas un luxe, c'est une nécessité pour faire face aux aléas de la vie, un filet de sécurité pour maintenir la confiance collective dans le futur. Investir dans la santé, dans la prévention, dans le soutien à l'autonomie ou dans la protection sociale n'est pas une dépense inutile, c'est un choix de société qu'il est essentiel de réaliser afin de permettre à chacun et chacune – quel que soit son âge, son état de santé, sa situation de handicap, son lieu de vie ou son portefeuille – le respect de ses droits fondamentaux.

Dans son livret « *La solidarité nationale n'est pas un luxe, c'est un gage de cohésion sociale* », le Collectif Handicaps veut mettre à mal cinq idées reçues :

- « Le modèle social français n'est plus adapté aux réalités socio-économiques actuelles. »
- « Le système de santé français est trop généreux. »
- « Faire des économies sur la santé réduira le déficit budgétaire. »
- « On dépense déjà trop pour les personnes handicapées. »
- « Les aides sociales ne profitent qu'à certains pendant que d'autres contribuent. »

Alors que la pauvreté, les inégalités et les non-recours ou renoncements aux droits s'aggravent, réaffirmons haut et fort que la solidarité est notre plus grande richesse. Des choix politiques s'imposent : face aux discours d'austérité et de rejet de l'autre, parlons vivre ensemble.

Le Collectif Handicaps demande aux Parlementaires de largement modifier les PLF et PLFSS 2026 : votés en l'état, ces textes seraient désastreux pour des millions de personnes.

Contact presse :

Axelle Rousseau – axelle.rousseau@collectifhandicaps.fr – 06 30 68 66 60

Eva Victoria Fontana – evavictoria.fontana@collectifhandicaps.fr – 06 60 65 47 73